

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

1977

L'année s'annonce sombre pour le pouvoir. Les élections législatives partielles de novembre ont montré combien les Français perdent confiance en Giscard, par Républicains Indépendants interposés. Une partie de l'électorat conservateur lui reproche un certain libéralisme dans le domaine des mœurs (avortement, divorce, cinéma pornographique) mais le mécontentement du peuple prend une tout autre dimension.

La lutte des travailleurs du " Parisien Libéré " et de la Caisse d'Epargne de Paris oblige le Gouvernement à durcir la répression : l'assaut des forces de police dans les locaux de la rue d'Enghien précède la négociation légitimement demandée par le Syndicat du Livre et proposée, a posteriori, par le pouvoir.

La sérénité de M. Barre cache mal son inquiétude. Il veut affirmer une autorité, qu'il a déjà perdue. L'agression d'Amaury et du Chef du Gouvernement contre les droits des ouvriers du Livre — surtout le droit au travail — masque la faiblesse d'un régime sur son déclin. Les responsables des grandes centrales syndicales gardent une parfaite maîtrise et ils savent ce qu'ils veulent. Reste que des manœuvres intempestives du pouvoir peuvent toujours mener à un affrontement plus aigu. Une erreur des dirigeants de l'Etat capitaliste risque d'enclencher une manifestation populaire d'ampleur nationale.

Dans la logique du système, la hausse des prix et les licenciements ne peuvent que s'aggraver en 1977. La droite a découvert en M. Chirac un successeur plus musclé que M. Jobert pour crier que le « collectivisme » (sic) menace et qu'il faut monter au créneau. La gauche, dont les divergences sont normales, doit consolider son unité et démontrer la cohérence de son projet commun, pour convaincre les masses de sa fiabilité.

Les élections municipales de mars ne constituent qu'un épisode dans un mouvement offensif qui déborde le cadre électoral. L'appareil d'Etat mis en place depuis 1958 est plus ébranlé qu'il n'y paraît. Nous souhaitons que l'année qui commence développe les promesses d'un monde plus juste, où les hommes, réellement, s'affirmeront plus libres, dans la vie de tous les jours. Ce changement de société, à la fois désiré et redouté, s'impose comme un risque nécessaire à assumer, pour le plus grand bien de tous et de chacun.

**UNE
ANNEE
NEUVE
UN
HORIZON
NOUVEAU**

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 2003 - 12-76

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
inférieur à 2.000 F	100 F
à partir de 2.000 F	200 F
à partir de 2.500 F	250 F
à partir de 3.000 F	300 F
à partir de 3.500 F	350 F
à partir de 4.000 F	400 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

SOCIALISME ET PRATIQUE

Claude-Roland Souchet

nous encourons parfois le reproche de céder à la mode « retro » en évoquant l'action d'une poignée de militants J.-R. — certains célèbres — dans les luttes du Front Populaire et de la Résistance. Si l'histoire offre un terrain de recherches aux historiens, elle totalise, à chaque événement, un peuple ou un parti. L'aujourd'hui restructure constamment le passé vécu. Dis-moi ce que tu as fait en 1936, en 1940, en 1958 ou en 1968 et je te dirai qui tu es, c'est-à-dire ce que tu deviens au fil des temps.

La Jeune-République est issue du Sillon. Elle est composée, dans une proportion importante, de chrétiens. Elle ne peut rester indifférente aux divers regroupements politico-confessionnels. Selon un classement révisable, il existe trois zones de polarisation :

— les chrétiens communistes militent au sein du P.C.F. Sans former, bien entendu, une tendance, ils se retrouvent comme chrétiens. Aucun d'entre eux, sauf erreur, n'a accédé au Comité Central. Santiago Carillo, Secrétaire général du Parti Communiste espagnol, paraît le seul à avoir évoqué la possibilité d'une telle promotion en faveur d'un communiste chrétien. Reste la contradiction à surmonter entre le matérialisme athée et la foi chrétienne.

— les chrétiens marxistes publient une revue « Cité Nouvelle ». Ils forment un mouvement depuis janvier 1975. Ils s'affirment révolutionnaires, à l'extrême avant-garde. Adversaires intransigeants du capitalisme, y compris dans ses séquences ecclésiastiques, ils contestent le Programme Commun de la Gauche. Ils reprennent à leur compte le vieux slogan « classe contre classe ». Le pouvoir doit être conquis par la classe ouvrière et ses alliés. Le gauchisme serait-il devenu la maladie infantile du catholicisme ?

— les chrétiens pour le Socialisme ont acquis une dimension internationale, avec la rencontre de Santiago du Chili en 1972. Ils s'organisent en France depuis 1975 autour de Témoignage Chrétien, Vie Nouvelle, la J.E.C., les Equipes Enseignantes. Dans notre pays, ils se situent dans une stratégie d'union de la gauche, sur le versant du P.S. En Belgique, ils publient un intéressant bulletin mensuel (Chrétiens Pour le Socialisme, 5, rue Agimont, 4000 Liège).

On retrouve, parmi tous ces chrétiens, au moins un dénominateur commun : une implacable hostilité au sionisme et une méconnaissance radicale de la pérennité du fait juif, malgré l'avènement du Christ. Exemple parmi d'autres de l'imbrication du religieux et du politique.

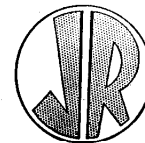
Les tenants de la messe en latin et de la restauration d'un Etat sacralisé de type maurassien ont réagi symétriquement en dénonçant « les applications scandaleuses du Concile » et en détestant des traces de bolchevisme sur les marches de Saint-Pierre-de-Rome. Les exagérations des intégristes les rendent insignifiantes. La réaction, encore puissante avant guerre, pour assaillir un capitalisme concurrentiel qui appauvriissait les classes moyennes, est devenue impuissante à endiguer le mouvement populaire qui met en cause un capitalisme monopoliste transnational. Ces chrétiens pour le socialisme, communistes, gauchistes ou réformistes, signifient une Eglise-pour-tout-le-peuple. Ils manifestent, sur le plan politique, l'influence grandissante de l'idéologie nouvelle, qui pourrait précéder une transformation socialiste des structures, à l'échelle mondiale.

Lorsque Marc Sangnier fonda la Jeune-République, deux ans après que le Sillon, d'obédience catholique, fut désavoué par Pie X, pour ses prises de positions politiques, il prit garde de ne pas confondre foi et politique, même si ses convictions religieuses étaient reliées à ses entreprises en faveur de la démocratie et de la paix, puis à son combat contre le nazisme, négateur de toutes les valeurs qui font de l'homme une personne.

Il est difficile d'apposer une étiquette confessionnelle sur une activité politique. La hiérarchie s'émeut et les coups de crosse s'abattent. Reste que les chrétiens se sentent motivés non seulement par leur situation — en particulier économique — mais par une foi destinée à s'incarner dans une lutte en faveur des plus démunis, par d'autres moyens que l'assistance caritative. La personnalité est une et nourrit son action politique par une sève venue de ses racines les plus profondes.

Nous ne pensons pas que les mouvements mixtes à prédominance religieuse ou politique puissent perdurer. Ils expriment soit la réaction de prati-

PERSONNALISTE POLITIQUE



quantis anxieux devant les innovations de la liturgie, qui révèlent une crise de fond, soit des aspirations prospectives dans le cadre d'une société en mutation qu'il s'agit de devancer pour la mieux maîtriser. Mgr Lefebvre, résurgence de la Contre-Réforme du XVI^e siècle, détaché de l'Eglise post-conciliaire, tombera dans l'isolement et l'oubli. Lamennais garde pour l'histoire sa stature de franc-tireur des chrétiens pour le libéralisme, sans pour autant avoir fait autre chose qu'annoncer le printemps : une nouvelle structure socio-économique.

Par contre, des mouvements d'Eglise, comme la J.O.C. avec ses 90.000 adhérents et l'A.C.O., témoignent durablement de la vitalité religieuse en milieu ouvrier en même temps que d'une option socialiste affirmée comme l'expression d'une conscience de classe, indépendante de tout mouvement qui voudrait investir l'Evangile dans une organisation partisane.

Le Socialisme Personnaliste se situe dans la lignée de Marc Sangnier et d'Emmanuel Mounier. C'est dire combien il est influencé par ces penseurs chrétiens. Il rejette pourtant tout revêtement confessionnel pour proposer aux hommes de ce temps une pratique politique, qui exprime et approfondit sa doctrine. Il faut, bien sûr des principes directeurs pour orienter cette conduite. Principes qui peuvent être dialectiquement opposés dans un mouvement vers une synthèse de meilleure qualité. Par exemple : ne jamais se couper des masses organisées qui font l'histoire et manifester, selon sa conscience, son opinion, même seul contre tous, de manière à ce que la justesse des paroles viennent rejoindre idéalement la justice des actes.

La traduction politique de ces règles exige des décisions motivées. En 1960 et 1961, nous avons répondu positivement aux lettres de Maurice Thorez et de Waldeck Rochet, qui nous invitaient à participer à l'application du droit à l'autodétermination du peuple algérien, à la riposte contre le coup de force des militaires factieux et à la défense des libertés populaires menacées par l'utilisation de l'article 16 de la Constitution. Cette participation, évidemment symbolique, préfigurait la mobilisation de forces neuves dans le combat démocratique.

Nous avons été présents sur le pavé de Paris à presque toutes les manifestations des années 60 et 70, en faveur de la paix en Algérie, de la paix au Vietnam ou des revendications des travailleurs, avec une volonté politique et une intention spécifique. Le bonheur d'être ensemble, sans pourtant se connaître, de participer à un même élan, d'exister par les autres et d'exister pour les autres, de sortir de l'anonymat pour prendre le nom d'une masse d'hommes qui luttent pour la paix et la justice, liés entre eux, malgré les différences, par un profond courant de fraternité qui donne à chacun une dignité de personne, un visage d'homme. C'est là, à travers la recherche de résultats concrets, un socialisme personnaliste vécu.

Cet impératif de faire corps avec la classe ouvrière nous a évité des faux pas en direction d'un rassemblement centriste. Le 10 juin 1965, Guy Mollet proposait à la Jeune-République une réunion avec des organisations syndicales, coopératives et mutualistes pour le 15 juin, au Palais d'Orsay, afin de jeter les bases d'une Fédération Démocratique Socialiste. La réunion fut décommandée, à la suite d'une intervention du M.R.P. Pour que les choses soient claires, le secrétaire général de la Jeune-République répondait à Guy Mollet, le 17 juin 1965 : « Nous vous remercions de votre invitation. Nous tenons cependant à vous faire savoir que nous regrettons d'une part l'absence de la C.G.T. qui n'est pas invitée et d'autre part la présence de formations centristes qui risquent de donner à la Fédération une orientation que la Jeune-République n'approuve pas. »

Cette opposition intransigeante à un rassemblement centriste de quelques groupes politiques a fini par donner des fruits. Le nouveau Parti Socialiste, en 1971, et le Programme Commun de la Gauche en 1972, sont nés de ces refus minoritaires.

Sur un autre plan, le Socialisme Personnaliste détient une vocation singulière à la défense et au développement des droits de la personne, tous azimuts. C'est ainsi qu'en juillet 1963, la Jeune-République a participé à un Colloque Juridique, avec les grandes centrales syndicales, le P.C.F., la S.F.I.O. et le Parti Radical. Il y était affirmé que la défense et le maintien des libertés syn-

dicales constamment menacées par le Pouvoir, est inséparable de la protection de toutes les libertés démocratiques. Comme le champ de développement de la personne ne doit pas connaître de frontières, nous avons enregistré avec satisfaction le droit pour les travailleurs migrants d'être élus comme délégués du personnel et membres des comités d'entreprise. Nous militons aujourd'hui pour que les travailleurs « étrangers », qui accroissent la richesse du pays plus que beaucoup de Français, bénéficient, selon des modalités à définir, de droits politiques tels que le droit de suffrage et l'élection. Nous nous sentons plus proches d'un travailleur algérien traité de métèque que d'un ancien officier SS qui sera peut-être candidat au Parlement européen.

Se joignant à l'appel du 24 avril 1970, la Jeune-République a coopéré à la campagne contre la Loi anticasseurs avec la gauche politique et syndicale, comprenant des organisations comme la C.I.R. (Convention des Institutions Républicaines) et Objectif Socialiste qui allaient se fondre dans le P.S. Le Collectif National Pour les Libertés comprend aujourd'hui la Ligue des Droits de l'Homme, dont le rôle d'organisation est dirimant, le P.C.F., la C.G.T., le P.S., le P.S.U., la F.E.N., la C.F.D.T., le M.R.G. et la Libre Pensée. La Jeune-République, dont le poids est symbolique mais significatif, maintient sa présence dans ce cadre de la gauche unie.

Le 9 octobre 1971, Georges Marchais et François Mitterrand envoyaient au Secrétaire Général de la Jeune-République une lettre signée conjointement, afin « d'examiner en commun, dans une première étape, le principe, la plateforme et les modalités d'une campagne nationale pour la défense, la restauration et l'extension des libertés dans notre pays avec : Parti Radical, P.S.U., Objectif 72, C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., F.E.N., Ligue des Droits de l'Homme, Libre Pensée ». Ce projet n'a pas eu de suite immédiate en raison des divergences entre les deux principaux partis de gauche. Le Collectif n'en est pas moins devenu un organisme informel permanent depuis plus de six ans.

En octobre 1976, il se réunissait pour exprimer son inquiétude devant les multiples atteintes portées à la liberté d'information et au pluralisme de la presse



→ **Socialisme
Personnaliste
et Pratique politique**

par « l'empire Hersant ». Au même moment, M. Ceyrac diffusait une brochure avec cette épigraphe : « La liberté d'entreprendre est plus qu'un incomparable instrument de progrès économique et social ; elle est le signe visible, la source, la garantie d'une société de libertés ». Le Président du C.N.P.F. ne faisait là que reprendre, à peu près mot pour mot, les consignes du Président de la République, à moins que ce ne soit le premier qui ait passé les consignes au second.

Dans l'affaire Hersant, on dit que les fonds de l'Etat, via l'Institut de Développement Industriel, ne sont pas étrangers à la mainmise du grand patron sur le Figaro, France-Soir et Paris-Normandie. Cette concentration capitaliste fait de la grande presse, d'où les journalistes d'opposition sont presque toujours exclus, le véhicule de l'idéologie ceyraco-giscardienne. Il s'ensuit des licenciements et des suppressions d'emploi, en même temps qu'une chasse aux syndicalistes engagés dans le combat des forces populaires contre le régime ceyraco-giscardien.

Au stade où le capitalisme monopoliste succède au capitalisme concurrentiel, la liberté d'entreprendre, dans le sens donné par M. Ceyrac, est incompatible avec la liberté de vivre dignement pour des millions de travailleurs.

Tous ceux qui se reconnaissent dans la pratique politique du Socialisme Personnaliste sont appelés à rejoindre ses militants dans le cadre d'une stratégie d'union de la gauche, pour laquelle la Jeune-République n'a pas cessé de combattre depuis des décades.

Le pouvoir ceyraco-giscardien s'attend au pire pour 1978. Ses victimes — la masse des Français — luttent pour que le meilleur arrive : une démocratie réelle, puis un socialisme qu'il faudra inventer pour que la personne s'y épanouisse en plénitude.

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

**Renouvelez dès aujourd'hui
COTISATIONS ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71**

PROPOSITIONS UN SOCIALISME

J.-R. ● Lors du colloque organisé les 13 et 14 novembre derniers dans le cadre historique de la Salle de la Démocratie, Bd Raspail, tu as avancé un certain nombre de propositions pour un socialisme personnaliste. Peux-tu les résumer ?

G. B. ● Rassembler en quelques lignes les idées exposées en quatre heures et plus, relève de la gageure. Un manuel n'y suffirait pas ; et l'on sait avec quelle hâte les éditeurs ne se précipitent point sur nos manuscrits, ne les trouvant sans doute pas, à leur goût suffisamment « commercialisables »...

On vient au personnalisme un peu comme on entre en religion. Le personnalisme est tout le contraire d'une idéologie, d'un système clos : philosophie, art de vivre, il apparaît comme le produit lentement élaboré et mûri d'une recherche, d'une expérience que nul ne peut mener à votre place, en bref, d'une culture et plus particulièrement d'une culture vécue.

Adolescent, j'ai passé plus souvent mon temps dans les salles de bibliothèques que sur les bancs de l'école, du lycée ou de la Faculté. Je lisais régulièrement un livre, voire deux livres par jour. Cette ouverture sur un univers que d'autres ignoraient, ou presque, m'a donné très tôt le sentiment d'un individualisme confinant parfois à l'égotisme. J'engrangeais des connaissances, avec le sentiment qu'elles me serviraient un jour, mais plus je lisais et plus je m'enfonçais dans une superbe solitude.

Les voyages, l'élargissement au monde, eurent pour effet de faire craquer les frontières de cet univers clos, et de me précipiter dans l'excès inverse : m'intéressant subitement au marxisme

que j'avais à peu près ignoré jusqu'alors, j'en devorai tous les « classiques », de Karl Marx à Lénine, de Staline à Mao Tsé Toung. Passionné d'expérience chinoise, des « communes populaires », je me mis à rêver collectivisme... Autre dimension.

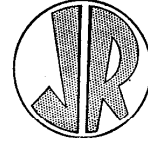
Un séjour en 1951 aux portes de ce que l'on appelait le « rideau de fer », des incursions dans la « zone soviétique », dans la Hongrie et la Yougoslavie d'alors (il n'était pas encore question d'autogestion !) m'éclairèrent des dures réalités de ces régimes autoritaires, bureaucratiques, hypercentralisés, où l'existence individuelle était soumise en permanence aux impératifs exclusifs de la production.

Nouvelle remise en question. Brève virée chez les libertaires, ivres de générosité et d'altruisme, mais d'où est exclue toute conception judéo chrétienne du monde, et toute liberté d'en avoir une. Il me vint alors à l'esprit que, entre l'anarchie préconisée par les Proudhon, Bakounine et Kropotkine et la dure loi d'airain de la voie bolchévique du marxisme, entre la révolution permanente prônée par un Trotsky et la jungle des systèmes dits « libéro-capitalistes », il existait une autre voie.

J.-R. ● Quelle voie ?

G. B. ● Eh bien, à travers l'anarchisme idéaliste et athée et le libéralisme économique, nous avons hérité d'un individualisme forcené légué par la Révolution de 1789. Sans doute, cet individualisme s'opposait-il à l'excessive concentration féodale d'abord, monarchique ensuite... Pas pour longtemps du reste, puisque l'on est vite retombé dans les péchés d'antan avec l'empire napoléonien, la Restauration, les « ré-

POUR : PERSONNALISTE



Gérard Brissé

publiques » de MM. Thiers ou MacMahon et plus récemment, de De Gaulle... Mais enfin, tout notre Droit est imprégné de cette philosophie qui, en théorie, libère l'individu mais dans la pratique le laisse nu, face aux pressions de la vie sociale. Longtemps le droit d'association a été refusé, l'Etat bourgeois se réservant l'exclusivité en ce domaine...

De leur côté, les courants qui s'inspirent du marxisme font passer les intérêts globaux de la collectivité étatique avant ceux de l'individu, ce dernier se retrouvant écrasé sous le poids des contraintes sociales...

En somme, l'individu se réduit à un mythe, quel que soit le régime politique en place, « libéral » ou « collectiviste ».

L'homme et la femme ne peuvent vivre, prospérer, s'épanouir qu'en société. « Malheur à l'homme seul », dit le prophète. L'individu ne se réalise pleinement qu'en tant que personne, c'est-à-dire en tant qu'individu harmonieusement intégré dans le groupe social dont il est partie intégrante.

Historiquement un individu isolé n'est rien, une collectivité qui ignore ou écrase l'individu n'est rien. Une communauté humaine n'est viable que dans la mesure où elle s'affirme comme communauté de personnes, avec l'indispensable conscience préalable dont procèdent les structures de cette communauté.

« La tension entre l'éthique de la loi et l'éthique de l'amour situe le vaste champ de la moralité personnelle entre la banalité de la règle et le paradoxe de l'exception, entre la transfiguration patiente du quotidien et les folles sorties de la liberté exaspérée », note Emmanuel Mounier (*Le Personnalisme*, Ed. du Seuil).

Et encore : « L'aspiration transcendante de la personne n'est pas une agitation, mais la négation de soi comme monde clos, suffisant, isolé sur son propre jaillissement. La personne n'est pas l'être, elle est mouvement d'être vers l'être, et elle n'est consistante qu'en l'être qu'elle vise ». R. Garaudy ne dit pas autre chose lorsqu'il appelle transcendance « cette dimension de l'homme prenant conscience qu'il n'a pas d'autre essence que son avenir et qu'il vit d'être inachevé... La transcendence, ajoute-t-il, est une ouverture qui, en défatalisant l'Histoire, défatalise le futur » (R. Garaudy : « Le projet espérance » - R. Laffont).

La voie est ainsi tracée vers une praxis qui se situe bien au-delà du traditionnel antagonisme de classes, et le transcende.

J.-R. • La Jeune-République s'affirme personnaliste mais aussi socialiste. Quelle peut être la relation entre ce que tu viens d'affirmer et le socialisme ?

G. B. • Nous devons tenir compte de la structure de la société actuelle, qui est une société de contradictions entre classes sociales différentes, une société d'aliénations. La Jeune-République s'est toujours rangée sans équivoque aux côtés des exploités. Et, dans l'état présent des choses, l'évolution vers plus de justice sociale passe par le socialisme, c'est-à-dire par le transfert des grands moyens de production et des principaux circuits d'investissement, de distribution et d'échange, actuellement monopolisés par une minorité, au profit de collectivités — nationale, régionales, locales, etc...

En cela, nous ne prétendons nullement innover. Le socialisme est une vieille revendication populaire bien antérieure à l'irruption d'un Mounier ou d'un Sangnier. Notre originalité s'affirme par contre lorsque depuis des décennies nous répudions à la fois le réformisme petit-bourgeois à la sauce radicale ou social-démocrate, ou que nous clamons qu'il serait absurde que l'instauration d'un régime socialisant entraînant la dictature d'une classe sociale sur les autres.

Et pourtant, nous avons eu dans un passé récent, nous avons encore aujourd'hui, des exemples de ce douloureux processus : la dictature stalinienne qui a succédé au pouvoir des Soviets, les « régimes forts » de l'Europe de l'Est où la délation est érigée en institution endémique, les luttes incessantes



**POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME**

Propositions pour un socialisme personaliste



tes à coups de « purges » pour le pouvoir en Chine populaire dont les masses populaires ne sont que l'instrument, la malheureuse évolution au Cambodge où une poignée d'aventuriers revanchards, minés par de vieilles rancœurs personnelles, et demeurés depuis plus de vingt ans hors des frontières de leur pays, en sont encore à prôner à coups de slogans la lutte contre l'impérialisme nippon et le colonialisme français, et qui s'imposent par une impitoyable terreur, se retranchant délibérément de la communauté internationale.

Les Communistes français ont pris une position sage et courageuse en rejetant au musée de l'Histoire la fameuse notion de « dictature du prolétariat », ou même de dictature tout court. Ils n'ont pas renoncé pour autant à la lutte des classes. Qui pourrait leur en faire grief ? Nous estimons quant à nous que si la lutte des classes peut être momentanément utilisée comme meilleur moyen de libération des exploités, elle ne saurait être considérée que comme instrument, non comme fin en soi.

Notre but est l'instauration d'une société sans classes, une société harmonieuse, une société de personnes conscientes et responsables. En ce sens, le personalisme, le socialisme et le communautarisme sont inséparables.

J.-R. ● Peux-tu préciser cette notion de communautarisme ?

G. B. ● Au risque de me répéter, je dirai qu'un agrégat d'individus isolés ne constitue pas plus un édifice social qu'un tas de briques, une maison. Voyez les gens dans le métro : ils sont réunis là sous le coup de la nécessité de se déplacer. Mais ils ne se parlent pas, ils communiquent rarement, se dispersent à la sortie de la station. Ils constituent une foule, non une communauté. De même le retraité qui vit hors du monde auquel il n'est relié que par les « mass-médias » ; il peut à la limite être intégré à une masse conditionnée, non à une communauté dont il serait partie agissante.

Etre partie agissante d'une communauté, c'est conforter et élargir à tout moment, par la communication avec autrui — y compris par les moyens audio-visuels, de la presse, du livre — sa propre « conscienciosité ». C'est apprendre à vivre ensemble, en harmonie, dans l'acceptation permanente du dialogue constructif, du compromis et de

la tolérance. C'est voir l'autre comme différent mais complémentaire. C'est reconnaître que les rapports entre les humains sont régis par des inégalités de nature que doit compenser la stricte égalité devant la loi. C'est s'astreindre à un minimum d'autodiscipline et de remise en question en vue de tendre vers un but commun, de réaliser un idéal, les efforts et les réalisations entrepris et accomplis ensemble devant tendre à un meilleur épanouissement des membres de la communauté.

Communautés de production, de consommation, de loisirs, de services, de croyances ou d'opinions, communautés familiales, locales, régionales, nationales, mondiales, etc...., reliées entre elles par des relations de co-opération, de co-ordination, de fédéralisation, qui excluent toute hiérarchie autre que de valeurs.

La démocratie, dit-on couramment, est le gouvernement du peuple par le peuple. Mais le terme a été tellement galvaudé qu'aujourd'hui, on rencontre fort peu de gens qui ne s'affirment démocrates. La démocratie n'est que chimère si elle n'est communautarisme, c'est-à-dire prise de conscience personnelle puis globale, avec l'organisation de la société qui en découle.

Dès 1963, j'ai appelé « sociocratie » ce pouvoir du « peuple organisé », procédant d'une conscienciosité personnelle et d'une volonté commune. Madeleine Barthélémy-Madaule relève à cet égard (« Marc Sangnier » Ed. du Seuil) : « Le gouvernement du peuple par le peuple ne signifie rien si le peuple n'est pas capable de s'organiser et d'être responsable » (p. 158). Et encore (pp. 159-160) : « Le problème est de créer une minorité, une élite dévouée aux intérêts généraux et assez puissante pour entraîner le pays. Elle sera d'autant plus dynamiquement majoritaire que les autres tendances, vouées par nature aux intérêts, particuliers, subiront leurs contradictions internes... L'élite démocratique est asymptotiquement ouverte... Cette élite ne peut constituer une classe, car la responsabilité civique n'empêche pas chacun de rester conditionné par les structures économiques dans lesquelles il est enraciné ».

Il n'est pas possible de mettre en place des structures socialistes à tous les échelons de la société s'il n'existe au préalable une prise de conscience, si ces structures nouvelles ne procèdent d'une projection idéale dans les esprits. Evoquer des structures d'auto-gestion par exemple, est vide de contenu et se réduit à un slogan, si ne se manifeste un consensus préalable, une

commune volonté de promouvoir des rapports interpersonnels radicalement nouveaux, de vivre ensemble, en communauté. Acceptée passivement, imposée par le haut ou de l'extérieur, l'organisation socialiste de la société fait le lit d'une forme encore plus subtile de dictature, de totalitarisme, fourbit d'autres types de classes dirigeantes, fait éclore de nouveaux germes d'aliénations.

J.-R. ● Tu privilégies ainsi l'attitude volontariste sur tous les déterminismes ?

G. B. ● Disons que je la réhabilite. En réalité, on ne peut nier que, objectivement, l'Histoire n'obéisse à un certain déterminisme. Mais je pense qu'il convient de faire la part des finalités qui nous échappent — domaine privilégié du Divin — des structures connues et codifiables et de l'impact de la volonté humaine. J'ai nommé « rythmologie » cette démarche scientifique encore à ses premiers balbutiements, à vocation gnostique, voire totalisante.

L'analyse marxiste, aussi séduisante soit-elle, y compris dans les manifestations contemporaines du structuralisme, ne saurait avoir réponse à tout, à travers l'approche hégélienne de la dialectique historique. L'évolution des faits depuis un demi-siècle le démontre et le confirme amplement.

J.-R. ● En résumé ?

G. B. ● Une méthode d'analyse et d'investigation : la rythmologie ; la forme la plus évoluée de la démocratie : la sociocratie ; l'insertion pleinement consciente et responsable dans une société harmonisée : le communautarisme. Tels apparaissent les trois axes de réflexion et d'action en vue de l'instauration d'un socialisme pour la personne.

A SUIVRE

Prochainement : les élections - les institutions - la régionalisation - l'économie et la monnaie - la fiscalité - l'environnement - les revenus - le chômage et les conditions de travail - l'éducation - la culture - l'information - le désarmement et l'alternative non-violente.

AUTOGESTION et AGRICULTURE

Louis Perrin

de Jean LEROY, Président d'honneur du Parti, jusqu'à Louis PERRIN, Président en exercice, les problèmes de l'agriculture ont toujours constitué une des spécialités des dirigeants de LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.

Louis PERRIN est parti de son expérience personnelle d'agriculteur — qui n'était pas encore devenu un ouvrier aux usines de Vittef — pour évoquer les applications possibles de l'autogestion en agriculture.

Il a développé les idées contenues dans son article paru dans le numéro 100 et controversées, ainsi qu'il résulte des lettres publiées dans le n° 101, à la rubrique « Monde rural ». Louis PERRIN estime qu'une exploitation n'est pas rentable, si sa surface n'atteint pas 60 ou 70 hectares. L'autogestion pourrait faire revivre des villages en ruines et réduire les prix par une vente directe du producteur au consommateur.

Reste que ces suggestions ne peuvent recevoir application que dans le cadre d'une transformation de la société globale. Au surplus, un régime socialiste ne peut pas envisager de porter atteinte autoritairement à la petite et moyenne propriété. C'est une problématique de libre association qui est proposée, en fonction des moyens et des compétences de chacun.

L'utopie d'aujourd'hui sera peut-être la réalité de l'an 2000. L'objectif n'est pas seulement une amélioration de la productivité. Il s'agit d'accorder, aux travailleurs des champs, des loisirs qui leur donneront la possibilité réelle de développer leurs qualités intellectuelles. Ouvrier, paysan, intellectuel, ces mots ne devraient plus recouvrir des réalités antagonistes dans le monde de demain mais signifier l'unité profonde d'un homme qui travaille et épanouit ses connaissances.

Marc SANGNIER

par Madeleine Barthélémy-Madaule

Aux journées-débats sur le Socialisme Personnaliste, Madeleine Barthélémy-Madaule évoque Marc Sangnier. Rappelons que son livre a été édité aux Editions du Seuil (1973).

ardente conférence de Madeleine Barthélémy-Madaule, le 14 novembre 1976, dans la Salle de la Démocratie, Boulevard Raspail, en présence de Jacques Madaule et de Roger Lardenois, Délégué Général des Amitiés Marc Sangnier.

La conférencière, avec une conviction communicative, a fait revivre, non seulement Marc Sangnier, mais « les beaux temps du Sillon », le plus grand Sillon jusqu'en 1910 et la Ligue de la Jeune-République jusqu'en 1936.

Elle a refusé l'anecdote, à moins qu'elle ne soit significative, et a engagé une réflexion politique, réussissant à ouvrir des horizons.

Marc Sangnier s'est affirmé singulièrement comme le produit d'une histoire, celle de son temps. Il a été influencé, en cette fin du XIX^e siècle, par le socialisme d'un Proudhon, ou d'un Fourier, le républicanisme quarantenaire — un autre monde que la Commune de 71 — et un romantisme progressiste, que la figure contrastée de Lamennais et le visage plus pacifié de Lacordaire représentent en partie.

La devise de Marc Sangnier « Dieu et le peuple » correspondait à l'enseignement de Léon XIII, le Pape de Rérum Novarum (1891) et du Ralliement (1892), « le Pape du Sillon ». C'est dire combien les Sillonnistes étaient ultramontains et allaient le rester, quel que soit le Pape.

Les événements de 1905, avec le rassemblement de tous les socialistes dans un parti unifié et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ne pouvaient laisser indifférents les Sillonnistes. Le climat politique était électrique. L'anarchisme tentait de faire exploser une société industrielle, dans laquelle beau-

coup de Français d'origine rurale n'arrivaient pas à se situer. Marc Sangnier présentait la caducité du capitalisme et l'abolition du salariat, mais il était opposé à la violence. Il cherchait une troisième voie entre les radicaux qui avaient exploité l'Affaire Dreyfus, et les socialistes qui, comme la C.G.T. fondée depuis 1895, étaient influencés davantage sans doute par le blanquisme ou l'anarcho-syndicalisme que par le marxisme.

Après la lettre de Pie X du 29 août 1910, que Marc Sangnier lut à genoux, avec un esprit de soumission totale, les Sillonnistes — où les couches moyennes s'étaient peu à peu substitués aux aristocrates et aux grands bourgeois, qui allaient au peuple — se dispersèrent.

Marc Sangnier a posé des pierres d'attente sur le chemin de la démocratie et même du socialisme. Après la guerre, il fut élu sur une liste d'union nationale mais à la Chambre, il fut hué par la Droite et applaudi par la Gauche, notamment par Marcel Cachin. Des échecs électoraux successifs le poussèrent ensuite à quitter la Jeune-République en 1932, pour se consacrer à une action irénique entre les peuples.

Jacques Madaule s'est demandé pourquoi Marc Sangnier et la Jeune-République n'avaient jamais trouvé un électorat spécifique. Le maître et ses disciples font simplement figure de témoins. Des pierres vivantes construisant un avenir. Le Sillon n'a pas achevé son œuvre. Ni la Jeune-République, que la conférencière a comparée au grain de blé.

Une discussion a suivi cet exposé avec la participation de notre camarade Alcide Morel et de notre ami Roger Lardenois.

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature

LE P. C.

par Jean ELLEINSTEIN
(Grasset)

L'auteur annonce, dès les premières lignes, que ce livre lui est personnel et n'engage que lui. Il n'empêche que ce militant responsable, candidat du Parti aux élections législatives de novembre dans le V^e arrondissement de Paris, s'exprime ès-qualité.

L'ouvrage constitue bel et bien un événement, dans le prolongement du XXII^e Congrès du P.C.F. En bref : plus de parti unique, plus de philosophie d'Etat, plus de dictature du prolétariat. « Le socialisme à la française maintiendra la démocratie politique et les libertés publiques », comme disait déjà Guy Mollet, mais « il les utilisera pour des transformations profondes de l'économie et de la société ». Ces libertés constituent moins un dépôt sacré qu'un levier de transformation des structures. Elles doivent enclencher une dialectique.

Pour ce faire, il faut éveiller et mobiliser les classes sociales non monopolistes, autour de la classe ouvrière, moteur et base de l'union de la gauche, grâce au P.C. Les antagonismes inévitables entre classe ouvrière et couches moyennes ne sont pas évoqués par ELLEINSTEIN. Il y a lieu pourtant de les prévoir dans le mouvement dynamique de l'histoire, lors du franchissement d'une nouvelle étape.

Le rapport des forces, au niveau national et international, met aujourd'hui en péril le pouvoir de la bourgeoisie. Le socialisme frappe à la porte, selon l'expression de notre auteur. Il ne pourra entrer que s'il ne joue pas le rôle de l'éléphant-dans-un-magasin-de-porcelaine, ces porcelaines qui ont nom : Pacte atlantique, Marché Commun, Construction européenne. Même le problème de l'arme atomique française devra être reconsidéré, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale !

L'indépendance à l'égard des Etats-Unis ne peut être défendue que si la politique de l'Union Soviétique n'est approuvée que sous bénéfice d'inventaire. Le Komintern, fondé en 1919, a été dissout en 1943, et le Kominform, créé après la fin de la seconde guerre mondiale, condamna le Communisme de TITO mais fut supprimé en 1957. Le concept ambigu « d'internationalisme prolétarien » a encore permis, en 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées du Pacte de Varsovie. On sait que, pour le Maréchal BREJNEV « internationalisme prolétarien » se concilie fort bien avec la théorie « de la souveraineté limitée ». L'ordre régnait à Prague en Août 1968. Cet ordre « socialiste », ELLEINSTEIN le rejette fermement, de même qu'il constate les insuffisances de la démocratie socialiste dans tous les domaines

de la vie soviétique. Il condamne « la déportation d'écrivains, de savants, de chrétiens et de juifs, coupables aux yeux des autorités d'avoir critiqué tel ou tel aspect du fonctionnement du régime soviétique ».

C'est dans cette même foulée que Pierre JUQUIN, membre du Comité Central, affirmait récemment, à la Mutualité, lors d'un meeting en faveur de mathématiciens victimes de la répression, au Chili, mais aussi en U.R.S.S., que la liberté était indivisible. Ce principe de la gauche non-communiste est désormais reconnu par les communistes français. L'opinion d'ELLEINSTEIN dépasse largement sa personne.

Elle constitue une arme redoutable, non point contre l'Union Soviétique, mais contre le pouvoir des monopoles, qui brandit encore l'épouvantail du collectivisme. « La naissance d'un mode de production socialiste, écrit ELLEINSTEIN, ne crée pas ipso facto la démocratie politique quand elle n'existait pas auparavant ». Contrairement à la thèse mécaniste du « reflet », il insiste sur l'autonomie du politique (ou de l'idéologique) par rapport à l'économique et au social. Il montre qu'à l'exception de la Tchécoslovaquie, le socialisme n'a pas détruit les libertés antérieures parce qu'elles n'existaient pas. Ces pays d'Europe Centrale et Orientale, malgré l'essor culturel et l'amélioration du niveau de vie, n'ont pas encore dépassé le handicap d'une arriération qu'un DOSTOIEVSKI ou un TCHEKHOV combattaient déjà, au temps des tsars. On peut même se demander si les déportations dans les camps de travail, pour des raisons politiques, ne doivent pas trouver leur origine avant STALINE, et même avant LENINE. Il reste que les internements psychiatriques pourraient être la conséquence d'un système érigeant la science en une construction dogmatique, qui ouvre la voie à l'inquisition.

En juin 1976, j'avais été invité à la réunion organisée par le P.C.F. à la Porte de la Villette. Lorsque ENRICO BERLINGUER, Secrétaire général du P.C.I., critiqua le régime soviétique, je crus percevoir un immense silence sous la voûte de l'ancien marché, mais, quand il exalta l'Internationalisme Proletarien, les applaudissements soulevèrent la masse des militants. Les dirigeants communistes se trouveraient-ils en avance sur leurs troupes comme l'assemblée post-conciliaire des évêques à l'égard de la « majorité silencieuse ? »

Quoi qu'il en soit, l'image du P.C. se modifie. Le non-conformisme de Jean ELLEINSTEIN est conforme à la politique explicitée au Congrès de Saint-Ouen en février 1976, dans un contexte politique déterminé. Nous ferons nôtre l'une de ses conclusions : « Le véritable internationalisme ne peut s'épanouir que dans l'indépendance de chaque peuple et de chaque Etat ».

La voie française vers le socialisme se dessine dans la perspective ainsi tracée, sous le signe des libertés à préserver, à développer et à conquérir. Par son anatomie et sa physiologie du P.C., l'historien a fait œuvre de clarification. Le militant relance le débat vers l'avenir.

Cl.-R. S.

BLANQUI L'INSURGÉ

par Alain DECAUX
(Librairie Acad. Perrin)

Alain DECAUX raconte. On croirait l'entendre : une vivacité inimitable dans le livre comme à la télévision. Certains lecteurs trouveront peut-être que cette vie de BLANQUI est trop largement contée, jusque dans ses détails comme une histoire romanesque, dont la signification politique dans le contexte du XIX^e siècle est tout juste effleurée.

BLANQUI n'est pas aussi ignoré que l'auteur le dit. Ce théoricien du coup de main qui doit entraîner le peuple et lui donner le pouvoir annonce les doctrines de la guérilla urbaine.

Auguste BLANQUI a été marqué par l'exécution des quatre sergents de La Rochelle (1822) et la révolution-boule-de-neige des Trois Glorieuses. Ses conspirations et ses coups de force manqués lui ont coûté trente-trois années de prison. Il fut un mystique de la révolution, un martyr de la cause du peuple. Marx lui-même l'admira, sans que l'ancien carbonaro parut répondre à ses avances.

Cet espace de vie (1805-1881) fut animé par la volonté de surmonter la misère des classes laborieuses, que l'industrialisation avait étendue dans des proportions inouïes. Ni la Restauration imposée par des armées ennemies, ni la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe, ni la République toujours bourgeoise de 48, ni la dictature finalement bourgeoise de Napoléon III, ni la République, une fois de plus confisquée par la bourgeoisie, après la Commune, ne pouvaient laisser en repos ce fanatique, qui était un tendre, un époux modèle, un poète.

Blanqui l'insurgé, c'est l'histoire d'un héros, comme Che Guevara, l'homme d'une idée fixe. Ce réprouvé, longtemps ignoré, connut à la fin de son existence un triomphe populaire.

En marge de cette aventure, de nombreux hommes célèbres sont cités, tels Georges Clémenceau : dans sa jeunesse, un ardent défenseur de BLANQUI.